



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction Départementale
de la Protection des Populations
du Finistère**

**Service Prévention des Nuisances et Protection de
l'Environnement**

2 rue de Kerivoal – CS 83038
29334 QUIMPER Cedex

☎ standard 02 98 64 36 36
Fax 02 98 95 81 33
✉ ddpp-envi@finistere.gouv.fr

L'Inspecteur de l'Environnement
à

Monsieur LE PREFET DU FINISTÈRE
Direction de l'Animation des Politiques Publiques
Bureau des installations classées
42 Boulevard Duplex
29000 – QUIMPER

Dossier suivi par : Agnès BROCHEN

Dossier : Modification des conditions de rejet des effluents industriels dans la station d'épuration urbaine de Plabennec en date du 8 décembre 2014 (SET Environnement)

Départ n° : 2015-03071

Quimper, le 29 juin 2015

**RAPPORT EN CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

S.A.S PRIMEL GASTRONOMIE

**ZAC de Penhoat
29860 – PLABENNEC**

**Actualisation des conditions de rejet des effluents industriels dans la
station d'épuration urbaine de Plabennec**

1- RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1- Le demandeur

Raison sociale	PRIMEL GASTRONOMIE
Siège social	Lieu-dit Kerfeunteun – 29630 PLOUGASNOU
Adresse du site	ZAC de Penhoat – 29860 PLABENNEC
Statut juridique	Société par Actions Simplifiées
N° de SIRET	399 464 239 00017
Code APE	1085 Z (fabrication de plats préparés)
Nom et qualité du demandeur	Monsieur Gurvan FALC'HUN, directeur général
Interlocuteur pour le dossier	Monsieur Jacques Le Roux, responsable maintenance

1.2- L'historique administratif du site

La société PRIMEL GASTRONOMIE est légalement autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de plats cuisinés surgelés, ZAC de Penhoat à Plabennec par :

- l'arrêté préfectoral n°36-09 AI en date du 1^{er} juillet 2009 (régularisation – extension) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 juin 2013 imposant la mise en place d'une surveillance des substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

Note de l'inspection : l'exploitant a transmis par courrier en date du 17 février 2015 le rapport de surveillance initiale RSDE ; celui-ci est actuellement en cours d'instruction.

2- OBJET DE LA DEMANDE

L'exploitant a présenté un dossier relatif à l'actualisation des conditions de rejet des effluents industriels de son établissement dans la station d'épuration urbaine de Plabennec.

En effet, l'arrêté préfectoral n°36-09 AI en date du 1^{er} juillet 2009 a repris des valeurs de rejet pour les effluents aqueux de l'établissement correspondant à une estimation de la composition et de la charge des effluents prétraités et notamment pour les paramètres NO₃⁻, NO₂⁻ et NH₄⁺, sur les valeurs d'un bilan de rejet réalisé en 2007, sans marge de sécurité. De plus, ces paramètres ne sont pas repris dans la convention de déversement avec la station d'épuration de Plabennec.

Face à cette erreur non corrigée depuis plusieurs années, PRIMEL GASTRONOMIE a transmis un dossier de demande afin de mettre en cohérence les paramètres physico-chimiques et les valeurs limites associées présentés à la fois dans son arrêté préfectoral et sa convention de rejet avec la station d'épuration de Plabennec. Cette demande fait l'objet de ce présent rapport.

3- ACTIVITES – CLASSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Nature des activités	Volumes autorisés	Régime ¹
4735-1-a ²	Ammoniac. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1,5t.	2,5 t	A
2220-B-2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation... y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant supérieure à 10 t/j.	10,9 t/j en moyenne 14,7 t/j en pointe	E
2221-B	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson... y compris les aliments pour animaux de compagnie. La quantité de produits entrants étant supérieure à 2 t/j.	14,6 t/j en moyenne 19,6 t/j en pointe	E
2220 et 2221	Capacité de production globale maximale	10 000 t/an	-
1510-3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t), le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ .	792 t dans un volume total de 11 184 m³	DC
2910-A-2	Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	2,28 MW	DC
2921-b	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure ou égale à 3 000 kW.	2 TAR ; puissance cumulée : 1 886 kW	DC
1530	Dépôts de papier, carton, ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³ .	988 m³	NC
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Le volume total de stockage est inférieur à 5 000 m ³ .	3 silos de farine d'un volume total de 47,5 m³.	NC
2255	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs. La quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est inférieure à 50 m ³ .	8 m³	NC

¹ A= Autorisation ; E= Enregistrement ; DC = Déclaration avec Contrôle Périodique ; D = Déclaration ; NC = Non Classé.

² Le 1^{er} juin est entré en vigueur le décret du 3 mars 2014, qui modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour la mettre en adéquation avec le règlement CLP (classification, étiquetage et emballage des substances chimiques et des mélanges). Ce décret a ainsi introduit des rubriques 4xxx prenant en compte les dispositions de la directive SEVESO 3 et les mentions de danger désormais applicables en application du règlement CLP.

2660-1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeants des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant inférieure à 1 t/j.	0,02 t/j	NC
2663-1	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).	121 m ³	NC
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW.	Installations de compression totalisant 563 kW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieur à 50 kW.	47 kW	NC

4- IMPACT SUR LA QUALITE DES EAUX

4.1- Consommation d'eau

L'eau utilisée sur le site provient exclusivement du réseau d'adduction d'eau potable. Il n'existe pas d'autre source d'approvisionnement en eau. La consommation totale en 2013 était de 29 217 m³ pour une production annuelle de 5 112 tonnes de produits finis. La consommation maximale en eau indiquée à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°36-09 AI en date du 1^{er} juillet 2009 susvisé n'est pas atteinte. L'exploitant ne sollicite pas la modification du besoin en eau maximal de l'usine (35 475 m³/an), correspondant à la production maximale envisagée (10 000 tonnes par an de produits finis).

4.2- Flux de pollution engendrés par l'activité et respect des normes de rejet

Les différents rejets de l'établissement sont orientés comme suit :

- les eaux vannes sont collectées par le réseau communal et rejoignent la station d'épuration communale ;
- les eaux usées industrielles ont pour origine les eaux de lavage et les purges des différents circuits et équipements (circuits d'eau de refroidissement liés aux installations frigorifiques ; ces effluents industriels sont dirigés vers les dispositifs de prétraitement, constitués d'un tamis rotatif et d'un dégraisseur-déssableur, avant d'être collectés par le réseau communal et de rejoindre la station d'épuration communale de Plabennec.

Situation actuelle

Les flux de pollution moyens et maximaux des eaux résiduelles de la société PRIMEL GASTRONOMIE, estimés par l'exploitant au cours de l'année 2013 sont les suivants :

	Flux moyen	Flux maxi	AP du 1 ^{er} juillet 2009 et convention de raccordement du 31 mars 2009
Volume	60,62 m ³ /j	180,30 m³/j	140 m ³ /j
MES	34,79 kg/j	124,80 kg/j	107 kg/j
DCO	177,17 kg/j	459,03 kg/j	323 kg/j
DBO ₅	93,79 kg/j	232,25 kg/j	214 kg/j
NTK	3,15 kg/j	5,45 kg/j	11 kg/j
P total	0,49 kg/j	0,85 kg/j	2,9 kg/j

Des dépassements par rapport aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation et la convention de raccordement à la station d'épuration communale sont ponctuellement observés : + 28,8% en débit ; + 16,6% en MES ; + 42% en DCO et + 8,5% en DBO₅. L'exploitant explique ces dépassements par des incidents au cours de la production.

Contrôles inopinés

Dans le cadre de ses actions 2013 et 2014, des contrôles inopinés sur 24 heures portant sur les rejets d'effluents aqueux de l'établissement PRIMEL GASTRONOMIE ont été réalisés. Les résultats sont les suivants :

	Contrôle inopiné du 2 au 3/09/2013		Contrôle inopiné du 29 au 30/09/2014	
	Concentration	Flux	Concentration	Flux
Volume	59,3 m ³ /j		73,6 m ³ /j	
pH	7,43 ≤ pH ≤ 11,25		6,63 ≤ pH ≤ 11,02	
DCO	2 880 mg/l	170,8 kg/j	2 460 mg/l	194,3 kg/j
DBO ₅	1 400 mg/l	83,1 kg/j	1 580 mg/l	116,3 kg/j
MES	740 mg/l	43,9 kg/j	170 mg/l	12,5 kg/j
NTK	53 mg/l	3,1 kg/j	63 mg/l	4,6 kg/j
NH ₄ ⁺	2,9 mg/l	0,17 kg/j	2,57 mg/l	0,2 kg/j
NO ₂ ⁻	0,18 mg/l	0,01 kg/j	0,07 mg/l	0,005 kg/j
NO ₃ ⁻	< 0,50 mg/l	0,029 kg/j	0,31 mg/l	0,023 kg/j
P total	8,5 mg/l	0,50 kg/j	10 mg/l	0,7 kg/j
Graisses	180 mg/l	10,7 kg/j	84 mg/l	6,2 kg/j

	AP d'autorisation du 1 ^{er} juillet 2009		Convention de raccordement du 31 mars 2009	
	Concentration	Flux	Concentration	Flux
Volume	140 m ³ /j			
pH	5,5 ≤ pH ≤ 8,5			
DCO	3 013 mg/l	323 kg/j	-	323 kg/j
DBO ₅	2 000 mg/l	214 kg/j	-	214 kg/j
MES	1 000 mg/l	107 kg/j	-	107 kg/j
NTK	100 mg/l	11 kg/j	-	11 kg/j
NH ₄ ⁺	1,9 mg/l	0,20 kg/j	-	-
NO ₂ ⁻	0,04 mg/l	0,0043 kg/j	-	-
NO ₃ ⁻	2,91 mg/l	0,32 kg/j	-	-
P total	27 mg/l	2,9 kg/j	-	2,9 kg/j
Graisses	300 mg/l	42 kg/j	300 mg/l	-

A chacun des deux contrôles inopinés, des dépassements vis-à-vis des seuils fixés par l'arrêté préfectoral sont constatés pour le pH et les paramètres physico-chimiques azote ammoniacal (NH₄⁺) et nitrites (NO₂⁻). Néanmoins, les rejets d'effluents industriels respectent les normes de rejet fixées dans la convention de déversement dans le réseau d'assainissement collectif.

4.3- Acceptabilité du milieu récepteur

La station d'épuration de Plabennec est une station à boues activées d'une capacité épuratoire de 9 500 équivalents-habitants (EH). Celle-ci a reçu, en 2013, une charge organique moyenne correspondant à 74% de sa capacité nominale. En situation maximale autorisée, l'activité de l'établissement PRIMEL GASTRONOMIE correspond à 37,5% de la capacité nominale de la station d'épuration en charge organique, pour un niveau de production de 10 000 tonnes/an de produits finis. **Il n'y a d'évolution de la charge organique par rapport à la situation autorisée.**

En ce qui concerne la charge hydraulique moyenne reçue en 2013 par la station d'épuration de Plabennec, celle-ci était de 65% de sa capacité nominale. La part de l'établissement PRIMEL GASTRONOMIE en situation maximale autorisée est de 10% de la capacité nominale de la station d'épuration en charge hydraulique, pour un niveau de production de 10 000 tonnes/an de produits finis. **Il n'y a d'évolution de la charge hydraulique par rapport à la situation autorisée.**

La station d'épuration de Plabennec ayant été dimensionnée en tenant compte du flux maximal autorisée de l'établissement PRIMEL GASTRONOMIE, elle est donc bien toujours en mesure d'accepter les effluents industriels issus de cet établissement.

5- AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant a justifié de la réduction de la charge polluante par la limitation de l'utilisation de l'eau sur les lignes de production et par l'utilisation de la haute pression lorsque cela est possible. S'agissant du rejet alcalin qui est lié à l'utilisation d'un produit de nettoyage des cuiseurs, l'exploitant travaille avec son fournisseur pour changer de produit ayant la même efficacité ; le cas échéant, un tamponnage du pH sera mis en place dans la cuve tampon en aval du flottateur. Enfin, la convention de rejet ne fixant pas de valeurs limites concernant les paramètres NH₄⁺, NO₂⁻ et NO₃⁻ et que les valeurs prises en référence dans l'arrêté préfectoral n°36-09 AI en date du 1^{er} juillet 2009 proviennent d'un résultat analytique isolé, l'exploitant n'envisage pas de traitement spécifique de ces paramètres.

En conclusion, compte tenu des éléments exposés ci-dessus et considérant :

- que le projet ne prévoit aucune nouvelle construction ni extension de locaux de production ni augmentation de la capacité de production et de ce fait, que les modifications déclarées par la société PRIMEL GASTRONOMIE à Plabennec ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;
- que les flux de pollution engendrés par l'activité sont acceptés et traités par la station d'épuration communale de Plabennec ;
- qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les nuisances occasionnées par cette installation classée sont prévenues par des mesures compensatoires retenues par le pétitionnaire au travers de sa demande, ainsi que par les prescriptions fixées dans le présent projet d'arrêté, permettant de préserver les intérêts mentionnés aux articles L.211-1, L.511-1 et L.512-2 du Code de l'Environnement.

Compte tenu de ces différents éléments, je propose aux membres du CODERST d'émettre un **avis favorable** à la présente demande aux conditions définies dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

**Vu et transmis,
Pour le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
La Chef du Pôle Industries Agro-Alimentaires,
Fabienne DAOUDAL**

**L'Inspecteur de l'Environnement
Agnès BROCHEN**